

<http://lipietz.net/L-affaire-Lipietz-et-l-intervention-des-medias-a-l-interieur-des-partis>

Intervention à l'ACRIMED

L'affaire Lipietz et l'intervention des médias à l'intérieur des partis

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: jeudi 14 février 2002

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Comme tous ici, je suis particulièrement attristé du décès de Pierre Bourdieu. Je n'avais pas suivi tous ses travaux de sociologie, mais j'avais suivi un chemin parallèle, en tant qu'économiste de la théorie de la régulation. J'ai montré jadis à quel point l'approche de la régulation en économie recoupait très largement la pensée sociologique de Bourdieu ("[La trame, la chaîne et la régulation : outils pour les sciences sociales](#)").

Je connaissais quand même très vaguement les travaux de Bourdieu sur la question des médias, et ça m'a un peu servi de guide dans mon aventure de candidat présidentiel. J'ai vécu cette expérience d'abord en chercheur. On m'a souvent demandé comment je restais zen dans cette aventure un peu brutale. D'abord, c'était fantastiquement intéressant, et en tant que chercheur j'ai énormément appris. J'ai d'autant plus appris que j'ai abordé de façon incroyablement naïve l'usage des médias.

Mon rapport antérieur aux médias était pratiquement limité à [France Culture](#) (en tant qu'intellectuel) ou à [France 3 Île-de-France](#) (quand j'étais conseiller régional). Sur [France Culture](#) on a le temps de s'expliquer. C'est un des points fondamentaux qu'avait souligné Bourdieu : la question du temps de s'expliquer. Et j'ai été particulièrement victime de cette question, j'y reviendrai. Toutefois, je ne suis pas totalement d'accord avec tout ce que dit Pierre Bourdieu sur cette question du temps de s'expliquer.

Une chose que je voudrais dire en préalable, avant de traiter le sujet, c'est que les médias ne sont qu'un des éléments, parmi d'autres, de la chaîne des événements qui ont amené les Verts, après m'avoir élu, à me récuser. Il y a des forces autrement importantes, comme les lobbies industriels, qui se sentaient menacés par un éventuel bon succès des Verts ; des concurrents politiques, évidemment le parti socialiste ; et il y a eu, ce qui aura été déterminant quand même, une bataille à l'intérieur des Verts. Pour reprendre l'énoncé de la question tel qu'il figure sur le site Acrimed et sur l'invitation : "l'intervention des médias à l'intérieur des partis" n'existe qu'à condition que ces partis soient susceptibles de subir cette influence ! Dans le cas qui nous intéresse, les Verts étaient non seulement "susceptibles", mais une partie d'entre eux ont ouvertement choisi l'alliance avec certains médias pour une bagarre interne, au sein des Verts. Je suis peut-être resté maoïste sur ce point : je crois que les causes externes n'interviennent que par l'intermédiaire des causes internes et c'est uniquement parce qu'il y avait un "logiciel" interne aux Verts (pour reprendre une expression de Noël Mamère) qui permettait d'être influencé par les médias qu'une telle chose a pu arriver.

Je vais quand même ici me centrer sur les médias. Je commencerai par énoncer cinq points qui me sont apparus plus clairement à la suite de mon aventure, puis je les illustrerai en reprenant cette aventure chronologiquement.

Les différentes presses

Comme je l'ai dit tout à l'heure, je ne partage pas tout à fait l'opinion de Bourdieu sur la supériorité de la presse écrite qui prendrait le temps de réfléchir, par rapport à la télévision qui cultiverait l'immédiat (en fait je n'ai pas assez lu Bourdieu sur cette question pour dire si ce fut chez lui une opinion bien arrêtée). Ce n'est pas ce que j'ai vérifié dans la campagne, ni d'ailleurs auparavant dans ma vie politique. Toute la presse écrite bombardait ses lecteurs, sans avoir vérifié auprès de moi, de fausses informations sur moi, alors que les télévisions, face aux rumeurs lancées par la presse écrite, me téléphonaient, et quand je démentais, n'en faisaient pas état.

En revanche, avec ma naïveté, il y a quelque chose que je n'avais pas bien perçu au départ : il y a deux types d'articles. Ceux où un journaliste, quel qu'il soit, vous interviewe longuement et passe deux ou trois phrases de

vous... Là, le résultat peut être terrifiant. Et ceux où on maîtrise son expression de A à Z. D'où ma relative sympathie pour la télévision : quand on est en direct, on peut au moins vérifier qu'on a bien dit ce qu'on a dit. Même si le cadre que pose la télévision est contraignant, ce qu'on a dit, on l'a dit. Et si on l'a mal dit, on ne peut s'en prendre qu'à soi.

Le troisième point, là je suis d'accord avec Bourdieu, c'est qu'il apparaît très nettement une différence entre la presse "légitime", qui diffuse le point de vue de l'establishment (enfin, d'un certain establishment, celui qui nous intéresse par le champ du public visé, en l'occurrence [Le Monde](#), [Libération](#) et [Le Nouvel Observateur](#), pour prendre ce qui est discuté par les Verts et les socialistes) et une presse non légitime, qui se fout de l'establishment, ou qui ne s'en fout peut-être pas mais enfin, où tout peut arriver. Je me suis heurté à une hostilité systématique et extrêmement bien conduite, de façon conséquente, de la part des trois journaux qui viennent d'être cités, alors que j'ai bénéficié de la bienveillance amusée des journaux plus populaires, comme *Le Journal du dimanche*, [Le Parisien](#), [VSD](#), [Paris Match](#) ... Je n'ai pas eu à me plaindre du traitement de ces journaux, qui ne sont pas des journaux "légitimes" dans le monde médiatico-politique, en revanche les trois premiers ont suivi une ligne éditoriale ayant pour conséquence (peut-être pas pour but) de dégommer ma campagne.

Car, quatrième point, quand je dis "ils ont suivi une ligne éditoriale", il faut bien comprendre que eux ne sont pas des "sujets" non plus. Je prendrai l'exemple du *Monde*, qui a été la référence dans toute cette affaire. Ce ne sont pas des sujets, ce sont eux-mêmes des champs de bataille. En ce qui concerne le journal *Le Monde*, j'ai été victime probablement de gens hostiles à ma candidature parce qu'ils craignaient que "ça pourrait faire du mal au PS" (pour simplifier), mais en même temps j'ai été la victime collatérale d'une guerre interne au journal, à propos du processus de Matignon. Ça se voit très nettement dans une différence de traitement à trois niveaux : le corps des articles, les titres des articles, et les éditoriaux. Le corps des articles étaient plus ou moins bons selon qui faisait l'article, les titres étaient systématiquement plus mauvais que l'article, les éditoriaux, globalement favorables. Ces éditoriaux intervenaient pour essayer d'éviter que mon sabotage aboutisse à un sabotage du processus de Matignon.

Donc c'est un phénomène assez complexe. On ne peut pas traiter un journal comme ayant une seule ligne qu'il applique de A à Z, surtout un journal aussi important que *Le Monde*. Il a par exemple deux éditorialistes-dessinateurs, l'un Sergueï, l'autre Plantu, Sergueï me soutenant discrètement et Plantu m'attaquant assez systématiquement. On voit bien que la différence porte sur leur jugement relatif à la question des minorités nationales ou ethniques. Sergueï, étant Argentin, a une certaine sympathie pour les mouvements indigénistes en Argentine, qu'il reportait sur le processus corse. Et Plantu, haïssant profondément les Corses, pas seulement le mouvement nationaliste corse mais les spécificités communautaires des Corses (comme d'ailleurs celles des Musulmans), m'utilisait d'une certaine façon pour attaquer le processus de Matignon, comme il l'avait fait bien avant le début la campagne.

Voici le résumé excellent donné par [Le Monde du mardi 1er janvier 2002](#) : *"Alain Lipietz, candidat éphémère à la candidature présidentielle. Les Verts ont finalement choisi Noël Mamère pour être leur candidat à l'élection présidentielle. En juin, ils lui avaient préféré de quelques voix l'économiste Alain Lipietz, député européen. Mais, à peine celui-ci désigné, ses déclarations sur les inévitables amnisties des prisonniers nationalistes corses déclenchèrent une véritable crise au sein du parti écologiste, affaiblissant sa candidature. Les prises de position du député européen et la révélation de sa contribution, en 1989, au projet économique du mouvement nationaliste corse, réveillèrent les clivages au sein du parti entre les écologistes historiques et des défenseurs de la culture gouvernementale. "*

C'est assez bien résumé : le rôle joué par la "révélation" de ma contribution en 1989 au projet du mouvement nationaliste corse est correctement évalué, c'est cela qui a été la flèche finale - en fait pas tout à fait, il y en eut une autre après, encore - et le but politique sous-jacent, c'est-à-dire : clivage entre tenants de l'écologie historique et défenseurs de la culture gouvernementale, une façon de dire qui était plus ou moins méchant avec le PS.

Je reprendrai plus en détail l'exemple du *Monde*, en donnant de temps en temps quelques coups de projecteur sur le reste, pour vous montrer comment *Le Monde* ne se comporte pas comme un sujet, mais comme un processus complexe dans lequel il y a des intérêts contradictoires. Mais une ligne émerge quand même, elle est traduite par ceux qui mettent les titres, en gros.

Cinquième point. Il y a eu aussi une petite lutte entre professionnels. D'une certaine façon, ma nomination était bien vue des ingénieurs et chercheurs, mais très mal vue par les journalistes. Les journalistes ont considéré le fait que Noël Mamère, qui est un des leurs, n'ait pas été choisi, comme une insulte directe à leur honorable profession...

Chronologie de « l'affaire »

Reprenons maintenant les choses dans un ordre chronologique.

Du point de vue politique, pendant la campagne des primaires, j'étais considéré comme [l'ami de Dominique Voynet](#), c'est-à-dire quelqu'un qui avait soutenu la participation des Verts au gouvernement pendant les quatre ans écoulés de la législature. Noël Mamère, au contraire, était l'homme des coups de gueule contre Jospin, "le trublion".

Le premier choc, au lendemain de l'élection, a été de voir comment les "journaux légitimes à gauche", mais aussi le journal légitime à droite, [Le Figaro](#), changeaient immédiatement et complètement leur fusil d'épaule, commençant à dire que ma nomination représentait une radicalisation à l'intérieur des Verts, qui allait déstabiliser la majorité plurielle. Voir le [titre](#) du *Monde* du 22 juin « L'investiture d'Alain Lipietz pour 2002 bouscule les Verts et la majorité », voir aussi celui du *Figaro* du 21 juin : « Les socialistes en spectateurs inquiets ». Ce dernier journal n'est pas légitime à l'intérieur des Verts mais il va jouer un rôle de basse continue, en représentant le point de vue des lobbies hostiles aux Verts en général. Dans le cas présent : "Lipietz, candidat d'une écologie de la contrainte", face à des candidats dont vous avez sans doute perdu la trace : Lepage, Waechter et quelques autres, dont *Le Figaro* va dire qu'ils sont beaucoup plus légitimes parce qu'ils représentent une écologie du compromis, du consensus avec les industriels. Si vous lisez *Le Figaro* et en même temps [Les Échos](#), vous vous apercevez que c'est la même campagne. *Les Échos* publie, à la même époque, des pétitions d'industriels pour dire " il ne faut pas une écologie coercitive, il faut des accords d'autolimitation ", ..." Les industriels sont les plus opérationnels pour sauvegarder l'avenir de la planète "...

Je ne veux pas trop insister sur *Le Figaro*, *Le Figaro* fait à la fois campagne pour dire " les Verts sont dangereux " et " Lipietz est le plus dangereux des Verts parce qu'il est le plus Vert ". Et dedans, les Verts qui veulent démolir la campagne ont pratiquement table ouverte. C'est là que s'expriment régulièrement tous les Verts qui essaient de renverser le résultat du vote des militants.

Le Monde est beaucoup plus complexe, donc plus intéressant, dès le début, il consacre à ma désignation (le 22 juin) un volume de quatre pages dont quatre colonnes à la Une : "[Présidentielles, les Verts encore plus Verts](#)", avec un joli dessin de Sergueï, en insistant sur cet aspect "c'est une poussée d'autonomie des Verts". Ce n'était pas du tout le discours avant. Avant, Mamère représentait l'autonomie et moi j'étais voynetiste... Brusquement, ça change, la première flèche du Parthe est décochée, brutalement. Il y a la Une, il y a le [très favorable Pierre Georges](#) en dernière page, il y a un [éditorial](#) sur le thème " Cela va être une campagne intéressante, Lipietz va poser des vraies questions, il va croiser le fer avec Chevènement, etc. ". Et il y a deux pages à l'intérieur, qui sont mi-figue mi-raisin, exemple ce titre d'un article de Béatrice Gurrey "[L'investiture d'Alain Lipietz pour 2002 bouscule Les Verts et la Majorité](#)". C'est la première fois qu'il est dit que cela va commencer à poser des problèmes dans la majorité plurielle. À l'intérieur de ces deux pages, il y a ce qu'on appelle une " fenêtre ", c'est-à-dire un article encadré mais non signé : "[Le soutien de René Dumont contesté](#)". En gros, j'aurais extorqué à un mourant, dans les derniers jours avant sa mort, le soutien de René Dumont. Or, il suffit de regarder les dates, c'était nettement avant. J'en ai longuement

discuté avec Charlotte, la veuve de René, qui, elle, soupçonne deux personnes que je ne désignerai pas. [Politis](#) reprendra exactement le même discours, dans son numéro du 28 juin, avec deux pages de son éditeur, Bernard Langlois, martelant : " un salaud pareil, on ne peut pas le soutenir... " Il n'y a qu'un seul journaliste qui a travaillé pour *Politis* et pour *Le Monde*, je vous invite à rechercher lequel... Mais le problème n'est pas là, le problème est que *Le Monde* choisit tout de suite de commencer par une petite pique (en fait, gravissime) contre l'individu.

On est à deux pas des vacances, il y a encore le CNIR des Verts qui doit désigner un nouveau Secrétaire national, Dominique Voynet essaie de se faire nommer etc. Ma candidature est un peu reléguée au second plan, on passe aux problèmes internes des Verts, les difficultés de Dominique...

Le mois de juillet se passe sans histoire. Et, pour mon malheur, je me trouve à Paris la première semaine du mois d'août. Il ne faut jamais être là à ce moment-là, parce qu'il n'y a personne d'autre pour dire quoi que ce soit... Là je commence à comprendre le premier point important que je vous ai dit : la vraie différence entre un article ou une réaction en différé, où l'on reprend des petits bouts de ce que vous avez dit, et une intervention en direct. J'étais en train de conduire ma voiture, le lundi 6 août, lendemain des Journées nationalistes de Corte. Je ne savais même pas ce qui s'était passé à Corte. Je reçois un appel sur mon portable de France Inter ou France infos, je ne sais plus (mais je crois qu'ils ont fonctionné ensemble pendant cette semaine épouvantable), qui me demandent " qu'est-ce que vous pensez des déclarations, aux Journées de Corte, de Jean-Luc Bennahmias [ancien secrétaire national des Verts, que venait de remplacer Dominique Voynet] ". Je dis " il a certainement raison, mais laissez-moi me garer ". Je me gare, je téléphone pour savoir ce qu'a dit Jean-Luc Bennahmias. Jean-Guy Talamoni, leader de la vitrine légale du FLNC avait déclaré qu'il faisait de l'amnistie, non seulement des condamnés, mais des " poursuivis " corses, un préalable au processus de Matignon, et Jean-Luc Bennahmias avait répondu : " Non ce n'est pas possible. Mais, bien sûr qu'il y aura amnistie après, si le processus de paix arrive à bon port."

[L'éditorial du Monde](#) du mardi 7 août (rédigé donc avant dix heures du matin le lundi), dit exactement la même chose : il est bien évident qu'une fois un processus de paix abouti, l'État doit relâcher les prisonniers, donc la question de l'amnistie doit être posée dès maintenant. Moi, je trouve que l'amnistie posée dès maintenant, c'est un peu exagéré, mais je prépare un discours en trois points :

1. on ne peut pas faire de l'amnistie un préalable au processus de Matignon.
2. Bien sûr, après, il y aura amnistie.
3. Mais il ne faut pas faire les amnisties comme on en fait en France. J'ai en tête le fameux bouquin de Russo Un passé qui ne passe pas : après la Deuxième Guerre mondiale, il y a eu une amnistie en 1952 ; il y en a eu une en 68 pour l'Algérie, une pour la Nouvelle-Calédonie dès 1988. Ces "amnisties à la française" impliquent qu'on n'a pas le droit d'évoquer ce qui s'est passé. Moi, je pense qu'il faut au contraire en parler, la société doit débattre, juger, puis amnistier et pardonner sur la base d'une repentance.

Le lendemain, en boucle, France Info et France Inter ne passent que : " Alain Lipietz prend parti pour l'amnistie ". C'est une simplification abusive. Le deuxième point n'était pas le point important, c'était ma réponse à la question : " qu'est-ce que vous pensez qu'il va se passer ? ". Moi j'ai dit avant " Qu'est-ce que je veux faire maintenant " et j'ai dit après : " Qu'est-ce que je ferai alors (dans cinq ou six ans)". Mais la presse n'insiste que sur : "je pense qu'il y aura amnistie" !

Et ça déclenche immédiatement, côté interne aux Verts, une pétition, pour demander ma destitution, venue du bureau de mon ancien concurrent, Noël Mamère, et commence alors le tir de barrage. Je vous dis que j'aime mieux les médias audiovisuels parce qu'on peut s'expliquer en direct. Dès le 8 août au matin, sur [RMC-Info](#), j'ai droit à une heure d'explications. Ça se passe très bien. RMC appelle Jean-Guy Talamoni, qui dit : " oui, il a raison, d'ailleurs je ne pensais pas que Les Verts allaient demander l'amnistie, et nous, nous ne demandons pas évidemment l'amnistie comme préalable au processus de Matignon ".

Je pense alors que l'affaire s'est conclue au mieux et je pars en vacances. Quand je reviens fin août, alors là, c'est l'énorme tohu-bohu. Et je m'aperçois qu'il y a une campagne conjointe, de l'intérieur des Verts et de l'extérieur, pour dire : " Après ses déclarations sur l'amnistie, il faut s'en débarrasser ! "

Petit détail quand même : je ne voudrais pas trop discuter du mois d'août, car la plupart des journalistes étaient des stagiaires, n'étaient pas les journalistes habituels, en charge de la rubrique politique dans leur journal. La seule qui était présente, était Josseline Abonneau, du *Figaro*, qui ne me traite pas particulièrement bien.

Le mardi, lendemain de ma déplorable intervention du lundi, il y avait un jeûne à Taverny comme tous les ans, contre le Q.G. de la force de frappe française, et j'y participais à un débat sur la non-violence. J'y reprends mon discours en 3 points (contre l'amnistie tout de suite, je suis sûr qu'il y aura amnistie totale, mais je refuse l'amnésie).

Une journaliste du Figaro, Pascale Sauvage, était là, et une autre, Agnès Briançon-Marjollet, du Parisien, étaient là, et elles n'ont, dans leurs articles du 8 août, pas infidèlement (mais pas entièrement) repris mes propos, alors que Didier Micoine, dans le Parisien du même jour dit que j'« enfonce le clou ». De son côté, Josseline Abonneau, qui était également à Taverny, reprend, le 9 août, uniquement le troisième point, déconnecté du reste.

Donc à l'époque je n'avais pas l'impression que ce serait l'axe général de l'attaque contre moi.

Mais pour les trois journaux dont je parle, des journaux " légitimes " de gauche : *Le Nouvel Observateur*, *Le Monde* et *Libération*, ça va devenir l'axe général de l'attaque. Ils se sont inquiétés au début qu'en tant que "trop radical", j'allais déstabiliser la majorité plurielle, puis ils vont se saisir de ce point pour faire de moi progressivement un terroriste !

Un gros débat a lieu chez les Verts aux Journées d'Été de Lamoura, fin août 2001, où ils mettent au point une position commune, très largement adoptée, tout à fait compatible avec mes déclarations. Noël Mamère et ses partisans ne sont pas contents, ils se retrouvent minoritaires, Noël annonce qu'il quitte le comité de campagne. L'affaire devient ce qu'elle est : une bagarre interne aux Verts sur la place publique, avec le rôle de la presse (surtout de ces trois journaux) comme, en quelque sorte, les coryphées. Ce rôle de coryphée est très important. Ces coryphées entretiennent ou montent en épingle systématiquement les petites phrases émises par une des tendances des Verts. Puis, changement d'échelle, un des trois coryphées, *Le Monde*, va passer une [nouvelle couche](#), le 8 septembre, décisive aux yeux de certains : si j'éprouve de la mansuétude pour le FLNC, c'est qu'en fait, j'en suis complice, je suis l'auteur de son programme économique.

C'est là qu'il faut bien voir à quel point *Le Monde* est un journal complexe. J'ai dit tout à l'heure que, au moment de l'affaire amnistie, l'éditorial rédigé le lundi matin était plus pro-amnistie que toutes mes déclarations réunies, même coupées, même en isolant une petite phrase, puisque [Le Monde daté du 8 août](#) disait qu'il fallait l'amnistie, et la négocier tout de suite. Cet éditorialiste - les éditoriaux ne sont pas signés - va se taire pendant le début de l'affaire. En revanche d'autres vont commencer à opérer.

Ça commence par [un article d'Ariane Chemin](#) paru le 8 septembre 2001. Avec une très grande honnêteté, celle-ci m'appelle début septembre : " Dites-moi, il y a un gars qui dit que vous avez rédigé le programme économique du FLNC. " Je réponds : " Non, à mon avis, non ". Mais enfin je ne peux pas en jurer puisque je sais que le programme économique du FLNC reflète assez bien - il date de 1990 ou 1989 - le discours que je tenais en général, à l'époque, sur le développement local, dans mes cours ou conférences. N'importe quel Corse pouvait lire mes articles, assister à mes cours ou conférences, et dire après qu'il s'en était inspiré. À tel point que j'ai été invité par le DESS de l'université de Corte (c'était mon premier contact avec la Corse) pour présenter mes travaux sur le développement local. Or, expliquais-je à Ariane Chemin, trois jours avant que j'aie à Corte, j'ai reçu ce programme économique du FLNC, avec un petit mot : qu'est-ce que j'en pensais ? Et l'étudiante du DESS qui est venue me chercher à l'aéroport d'Ajaccio me dit " Il y a ici deux personnes du FLNC qui viennent d'être amnistiées et qui voudraient discuter avec vous de ce programme ". Je discute avec eux, en route, dans la voiture. Donc, ce programme, je l'avais en main

parce qu'ils me l'avaient envoyé. Ariane Chemin me dit " C'est très important. Ou bien le programme était publié quand vous avez eu cette première discussion. Ou bien c'est à cette occasion que vous avez "participé à sa rédaction". Si l'on peut établir la date à laquelle vous êtes allé en Corse, ça règle la question. " Je lui dis : " Je n'en sais strictement rien, c'est quand je travaillais sur le développement local, ça s'est terminé par un bouquin qui date de 1992, [Les Régions qui gagnent](#) ". Ariane Chemin me rappelle deux jours après : " J'ai trouvé, vous êtes allé à Corte le 5 mai 1990 pour faire une conférence sur le développement local. " Je dis : " Parfait ! Quand est-ce que le programme est sorti ? - En 1989 ! " Donc c'est réglé. Elle fait [l'article](#) du 8 septembre en présentant les deux versions : un type nommé Stella dit que Lipietz a collaboré au programme du FLNC, Lipietz dit que non. Mais le titre du *Monde* est tout à fait différent : "[Quand Alain Lipietz aidait le FLNC à rédiger son programme](#)". Aïe ! Si je n'arrive pas à prouver que je n'ai eu aucune interaction avec le FLNC avant mai 1990, je ne peux pas prouver que je n'ai pris connaissance de ce programme qu'au moment où je suis allé à Corte. J'avais très bien pu collaborer sans le savoir avec un militant du FLNC ! Ca pouvait être un étudiant de mon DEA. Hypothèse pas idiote, puisqu'une journaliste de *Corsica* qui va me retirer cette épine du pied un peu plus tard, en publiant une interview du vrai rédacteur du programme du FLNC, était effectivement une ancienne étudiante de mon DEA. Ça pouvait être dans le cadre du [Cedetim](#), où je suis souvent intervenu, en particulier sur le développement économique local. Il est tout à fait possible qu'il y ait eu quelqu'un du FLNC dans la salle à ce moment-là. Bon, je ne pouvais rien prouver.

Encore une fois, je ne vais pas faire un truc anti-Bourdieu " La télévision c'est formidable ", mais je dois reconnaître qu'encore une fois la télévision avait enquêté. Le soir même du 7 septembre, après la publication de l'article du *Monde* daté du 8, terrorisé, je me mets devant la télévision " Comment ça va sortir ? " Ça commence très fort sur France 2 : " Révélation du *Monde* ", on voit en gros plan des images d'une conférence de presse du FLNC, cagoules, kalachnikov, etc. Un petit document apparaît sur fond noir : " c'est ce document qu'Alain Lipietz est supposé avoir écrit ". Le nommé Stella, cité par Ariane Chemin, apparaît, interviewé par France 3 : " Oui, on a discuté du programme économique du FLNC avec Alain Lipietz, quand il est venu à Corte faire une conférence devant les étudiants." Pouf ! Mon principal accusateur avait " oublié " quelle était la date de publication du programme du FLNC ! D'ailleurs le lendemain, dans *Le Parisien*, il était également interviewé et disait que ce programme, en 1990, on en discutait, et qu'il a été publié à la fin 1990. Il se trompait simplement d'un an ; c'était fin 1989, ça n'est pas difficile à prouver.

Donc, mon principal accusateur donnait l'indication qui me manquait, c'est-à-dire confirmait qu'il n'y avait pas eu d'interaction entre le FLNC et moi avant ce voyage à Corte, huit mois après la publication du programme du FLNC ! À partir de ce moment, plus aucun journaliste honnête n'avait le droit de maintenir cette accusation.

Je passais le soir dans l'émission « [On ne peut pas plaire à tout le monde](#) », chez Marc-Olivier Fogiel, une interview sur la question (extraits vidéo accessibles dans le [Best of du 7 septembre](#)). Je m'explique plus ou moins bien, des journalistes m'attendent à la sortie, à minuit je donne une mini-conférence de presse. Le lendemain, nouvelle mini-conférence de presse, etc. Je crois l'affaire réglée.

Je lis *Le Monde* le lendemain, ([daté du 9-10 septembre](#)). Et, comme si de rien n'était, je lis " Les révélations du *Monde* ", etc. Dans l'article d'Ariane Chemin il y avait deux versions, ma version est prouvée, eh bien non ! Pour *Le Monde*, la version officielle est l'autre ! Et, je vous l'ai lu, au [1er janvier 2002](#), c'est toujours le cas.

Donc à partir de ce jour-là, officiellement, pour *Le Monde*, dessin de Plantu en première page à l'appui, où je suis représenté en petit FLNC, je deviens définitivement l'auteur du programme économique du FLNC. D'ailleurs, en vacances entre Noël et le Jour de l'An, je suis allé en Guadeloupe, et tout le monde m'a accueilli avec déférence comme auteur du programme économique du FLNC. Je répondais : "On a beaucoup exagéré... ", mais j'ai senti qu'en Guadeloupe ce n'était pas considéré forcément comme une tare !

Bon. À partir de ce moment-là je comprends que *Le Monde*, ou plutôt une partie du *Monde* est décidée à me tailler un costume de terroriste. On entrevoit une bataille entre Béatrice Gurrey, sur le thème " C'est lui et donc c'est un scandale ", et Ariane Chemin, qui essaie de " protéger " son scoop ", en [disant](#), le 11 septembre, en substance, plus

personne ne se souvient de rien, d'ailleurs à l'époque tout le monde discutait avec tout le monde. Effectivement le PS venait d'amnistier le FLNC, et discutait avec lui, le FLNC discutait avec l'UPC pour préparer ce qui allait devenir la coalition Corsica Nazione... Le mystérieux éditorialiste du *Monde* [intervient](#) le lendemain, un peu pataud, sur le thème " enfin cette histoire d'avoir rédigé le programme, c'était pas scandaleux, mais de toute façon, ce sont des bagarres internes aux Verts, ça ne nous concerne pas, ça n'est pas une question sur la Corse ". À nouveau, une partie du *Monde* essaie de défendre le processus de Maignon contre une autre partie qui essaie de couler et Maignon et le candidat des Verts. C'est intéressant parce que ça donne un éclairage sur l'autonomie relative des différents journalistes qui ne disent pas la même chose, des éditorialistes qui ne disent pas la même chose, en particulier les caricaturistes, la passion des journalistes pour défendre leur scoop...

Une petite anecdote à ce propos. Pendant une de ces conférences de presse où je démonte le pseudo-scoop d'Ariane Chemin, un journaliste du *Journal du Dimanche* me dit à la fin : " Mais, vous en avez beaucoup des histoires comme ça, dans votre passé, qui peuvent être exploitées ? - Ah la la ! J'en ai plein ! " Par exemple, un jour en 1995, dans un meeting sur la parité hommes-femmes, une Basque s'approche de moi : " Est-ce que vous pourriez venir faire une conférence pour l'Assemblée des femmes de Biscaye sur les 35 heures et l'emploi des femmes ? " Je suis d'accord. Grande salle de Bilbao, au moment où je monte à la tribune, elle me dit : " Attention, toute la direction de l'ETA est dans la salle ". Je raconte cela au journaliste du *JDD*. " Vous pourriez dire, lui dis-je, que j'ai rédigé le programme de l'ETA..." Eh bien, il l'a fait ! Il l'a fait. Dans le *JDD* du 9 septembre, Denis Boulard écrit " *Il a aussi tenu, à Bilbao, des conférences devant l'Assemblée des femmes de Biscaye, une des... vitrines légales de l'organisation séparatiste et terroriste basque ETA. Lipietz le reconnaît et précise dans un rire : « On m'a prévenu qu'il y avait dans l'assistance toute la direction de l'ETA »* ". L'Assemblée des femmes de Biscaye, ce sont les féministes de Biscaye, de Bilbao. Il y a des femmes de l'ETA certes, mais il y a des trotskistes, des communistes, des indépendantes. La vitrine légale de l'ETA s'appelle Batasuna. Alors je me dis " Mais il est fou ce type ". Eh bien non ! Ça marche ! En France, c'était un peu gros quand même, ça n'est ressorti nulle part. Mais dès la semaine suivante ça ressort dans [The Economist](#) : " Il a travaillé avec l'ETA ". Et quand on dit ETA en Angleterre tout le monde lit, " donc avec l'IRA ". Et, évidemment ça ne rate pas, dans la semaine qui suit [The Guardian](#) en remet une louche : " A travaillé avec l'ETA, etc.". Vous voyez comment un " scoop " qui foire dans un pays n'est pas perdu, il peut avoir un destin outre-Manche, et donc éventuellement outre-Atlantique.

La tribune du 11 septembre

Le dernier coup du *Monde*, définitif, a été " l'affaire de la tribune ". Les Verts décident que je ferai une tribune sur le 11 septembre. J'ai appris à ne plus faire de petites déclarations sur les sujets délicats, il faut faire une tribune. J'avais d'ailleurs quand même fait une petite déclaration à Béatrice Gurrey, où je lui annonçais, dès le 12 septembre " Vous allez voir que la Banque centrale européenne et la Banque fédérale américaine vont relâcher les taux d'intérêt pour éviter une dépression ". Ce qu'elles ont fait, mais elle n'a pas repris ça. Je savais ce que je disais, j'avais des raisons excellentes pour le dire, *Le Monde* aurait pu faire un vrai scoop là-dessus...

Quelques jours après, très exactement le 22 septembre, j'envoie au *Monde* ma tribune sur Ben Laden, après l'avoir fait tourner parmi mes amis, corrigée, etc. Le lundi suivant elle n'est toujours pas publiée, mais il m'en revient des échos : on dit dans le monde politico-médiatique que j'ai fait une tribune " scandaleuse ", " lyrique ", " tiers-mondiste ", " pro- Ben Laden"... Le mardi, la tribune n'étant toujours pas publiée, je téléphone à Kajman, le responsable des pages tribunes du *Monde*. Il me dit : " Le service France du *Monde* veut en publier des extraits ". Je dis : " Mais il n'en est absolument pas question. Vous l'avez en exclusivité, vous la publiez en entier, pas en extraits. " Il répond : " Bon, je vais essayer, je vais renégocier ça ". Le lendemain, mercredi 26 septembre (*Le Monde* daté du 27 septembre), la tribune n'est toujours pas parue, mais, [dans la rubrique France](#), Clarisse Fabre et Béatrice Gurrey isolent deux ou trois phrases en insinuant : " C'est quand même scandaleux des phrases comme cela "... Si vous les lisez, vous verrez qu'il n'y a rien de scandaleux, mais effectivement elles sont un peu lyriques, sur la souffrance atroce des New-yorkais pris dans les tours, que je compare à ce que j'ai éprouvé moi quand j'ai été pris dans le

tremblement de terre de Mexico. Je téléphone à Kajman : " Au lieu de citer des extraits vous feriez mieux de publier l'intégrale, vous l'avez, vous en avez encore l'exclusivité. " Il me répond : " Mais non, puisqu'on a déjà publié des extraits ". Je lui dis : " Mais vous vous rendez compte, déontologiquement, de ce que vous êtes en train de faire ? - Écoutez, me répond-il, c'est pas très correct, mais j'ai des ordres ". Je téléphone à Jean-Michel Helvig qui tient les pages "Rebonds" de *Libération* : " Il n'y a que toi qui peux me sauver, en publiant intégralement la tribune. " Il me dit : " On peut faire sauter une tribune demain, ça fait 5600 signes ". Je réponds : " Non, la mienne c'est 7900 signes, et si je coupe, on va dire que c'est ce que j'ai coupé qui était scandaleux. - Bon, d'accord, on te publie, exceptionnellement, samedi."

[Ma tribune](#) est parue intégralement le week-end des 29 et 30 septembre. Les réactions sont intéressantes, maintenant qu'on a entendu le discours de Bush sur " l'axe du Mal ". Jean-Claude Maurice, dans l'éditorial du 30 septembre du *Journal du Dimanche* est celui qui a réagi le plus en détail sur ma tribune. Il dit en gros : " Finalement il n'y avait rien de scandaleux dans le texte de Lipietz, mais quand il dit aux Américains "On veut bien vous soutenir pour sanctionner un crime contre l'Humanité, mais il ne faudrait pas tomber dans l'unilatéralisme, et d'ailleurs d'une certaine façon votre unilatéralisme vous a désarmé face au terrorisme." Lipietz ne se rend pas compte que justement les Américains, après ce qui leur est arrivé, se sont massivement convertis au multilatéralisme, d'ailleurs ils viennent de payer leurs cotisations à l'Unesco, etc. " Trois mois après, on peut mesurer ce qu'il en est de la conversion des États-Unis !

Ce qui me trouble le plus c'est qu'on aurait pu avoir un vrai débat sur ce que je disais. D'ailleurs, le débat passait quand même. D'une certaine façon, j'ai entretenu pendant toute cette époque un certain débat ! Mais les trois journaux de la gauche officielle sont intervenus, eux, avec une ligne de dénigrement systématique, quoi que je dise... Le plus souvent ils coupaient d'ailleurs ce que je disais. Ces trois journaux ne m'ont jamais donné la parole dans une vraie interview. Voilà mon press book de cette époque : il n'y a pas là-dedans une seule interview relue et publiée dans un de ces trois journaux. Jamais je n'ai eu la parole "en direct" dans ces journaux, sauf deux tribunes dans Libé : celle sur le 11 septembre, et celle publiée le 8 août [Face à la crise du climat : une autre mondialisation est possible](#), comme témoignage, et qui aura été, finalement, ma seule apparition tranquillement programmatique dans cette campagne ! Ils avaient une façon de présenter tout ce que je disais sous un jour défavorable, soit en sélectionnant, soit en commentant.

J'ai déjà été beaucoup trop long, mais je pourrais prendre l'exemple de *Libération*, début août, sur l'amnistie en Corse. Il reprend mes trois points (donc il les a entendus), et le journaliste dit " Alain Lipietz a encore dit qu'il fallait amnistier les prisonniers nationalistes corses. Tout en soulignant avec force qu'il ne fallait pas le faire maintenant et que quand on le ferait il faudrait etc., ses déclarations sèment le trouble etc." C'est-à-dire que même quand les trois points sont cités intégralement, l'accent est mis sur : " Mais le point important, c'est qu'il est pour une amnistie. " Vous voyez donc la façon dont, avec conséquence, ces trois journaux ont interféré dans la vie des Verts. Je rappelle toutefois qu'ils le faisaient sur un fonds de basse continue, traduite par *Le Figaro* : " Il n'est pas légitime, d'ailleurs les Verts non plus ". C'est quand même *Le Monde* qui a porté les attaques les plus dévastatrices, mais avec des divergences internes à l'intérieur du *Monde*, entre des "journalistes de base", Béatrice Gurrey et Ariane Chemin ne disant pas exactement la même chose, les gens qui mettaient les titres disant toujours la même chose, les éditorialistes essayant de tempérer l'attaque pour sauver le processus de Matignon face à l'angle d'attaque de l'auteur des titres.

Je rappelle aussi que s'il n'y avait pas eu, de l'intérieur des Verts, une demande pressante pour une intervention de la presse de façon à me destituer, la presse n'aurait pas pu faire ce qu'elle a fait.

Enfin, si les trois "journaux légitimes de la gauche" ont mené une attaque assez constante, quand on regarde le détail, elle n'était pas partagée par tous les journalistes, et même pas par tous les éditorialistes. Et la "presse non légitime", *Match*, *VSD*, *RMC* (par rapport à France Inter par exemple) me défendait plutôt. Voilà comment j'ai vécu cette période de relation étonnante avec la presse.